

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ÉLÈVES DU
CONSERVATOIRE DE MUSIQUE DE LA VILLE DE
Luxembourg A.S.B.L.**

Association sans but lucratif

L-2134 Luxembourg

33, rue Charles Martel

Registre des sociétés et des associations Luxembourg F2791

REFONTE DES STATUTS

1) DÉNOMINATION, SIÈGE, OBJET

Art. 1^{er}. L'association sans but lucratif a la dénomination « **ASSOCIATION DES PARENTS D'ÉLÈVES DU CONSERVATOIRE DE LA VILLE DE LUXEMBOURG** », en abrégé « **APECVL** ».

Art. 2. Le siège de l'association est établi au Conservatoire de la Ville de Luxembourg.

Il peut être transféré sur décision du Conseil d'Administration conformément aux dispositions légales en vigueur.

Art. 3. L'association est créée pour une durée illimitée. Elle observera une stricte neutralité idéologique, politique et confessionnelle.

L'association a pour objet toutes activités qui se rapportent à l'éducation, à la promotion et à l'exécution musicale, ainsi que, par extension, toutes activités qui se rapportent directement ou indirectement, à la vie musicale. Elle peut s'affilier à toutes organisations nationales ou internationales qui ont un but identique ou similaire au sien.

Elle s'efforce de créer et d'entretenir des relations amicales entre ses membres, de maintenir et de promouvoir la formation dans la pratique de la musique, d'assurer la défense des intérêts musicaux, être le représentant de ses membres et de défendre leurs intérêts devant toute autorité, personne ou organisme privé et en toutes circonstances où elle juge nécessaire ou utile de le faire.

Pour atteindre ses objectifs, l'association peut entreprendre toutes démarches, mesures et initiatives quelconques se rapportant aux buts définis ci-dessus. Elle peut recevoir toutes sortes de dons et legs en conformité avec les dispositions légales en vigueur.

II) MEMBRES

Art. 4. Peuvent devenir membres actifs, les parents d'élèves ou toute personne investie du droit d'éducation d'un élève inscrit au Conservatoire de la Ville de Luxembourg et encore à charge.

Art. 5. Les membres actifs jouissent des droits et des avantages prévus par la loi sur les associations

et les fondations sans but lucratif, telle que modifiée.

Ils ont le droit de vote.

Leur nombre est illimité, sans pouvoir être inférieur à 3.

La qualité de membre actif est attestée par le paiement d'une cotisation annuelle et par l'inscription au registre tenu à cette fin.

Le Conseil d'Administration peut encore attribuer temporairement la qualité de membre affilié à un groupe de personnes constitué (ex. les parents des élèves d'une chorale, d'une classe, d'un orchestre, d'un ensemble, d'une troupe, d'une formation etc.) dont il peut fixer les modalités exactes lors de l'octroi de cette qualité. Un membre affilié n'aura pas de droit de vote et, sauf décision spéciale, perdra cette qualité à la prochaine assemblée générale ordinaire des membres.

Art. 6. La qualité de membre honoraire, sans droit de vote, est conférée aux personnes physiques ou morales qui apporteront leur appui matériel, moral, technique ou financier.

Art. 7. Peuvent devenir membres donateurs, sans droit de vote, les personnes physiques ou morales ayant rendu des services ou fait des dons à l'association.

Art. 8. Les cotisations sont dues par élève inscrit et fixées par l'assemblée générale sans pouvoir dépasser cinquante euros.

Les cotisations sont à payer pour au plus tard le 1^{er} janvier de chaque année.

Art. 9. Perdent la qualité de membre de l'association avec droit de vote:

- ceux qui ont donné leur démission par courrier adressée au président du Conseil d'Administration,
- par la radiation prononcée pour motif grave par le Conseil d'Administration et confirmée par l'assemblée générale qui en statue, à la majorité des 2/3 des votants,
- sans autre formalité:
 - si les personnes désignées à l'article 4 des présents statuts n'ont plus d'enfant inscrit au Conservatoire de la Ville de Luxembourg,
 - pour non-paiement de la cotisation annuelle dans un délai de trois (3) mois, après l'échéance de celle-ci.

Un membre qui cesse de faire partie de l'association perd tous les droits sur les cotisations versées.

Aucun membre n'a de droit sur le fonds social.

III) ORGANES

Art. 10. Le Conseil d'Administration est l'organe créé par les membres actifs pour administrer l'association.

Il se compose de trois (3) membres au moins et de neuf (9) membres au plus.

Ces membres sont choisis parmi les membres actifs et élus par l'assemblée générale ordinaire et annuelle, statuant à la majorité simple des voix des membres actifs présents ou représentés. Le mandat des membres du Conseil d'Administration a une durée de deux ans. La qualité de membre du Conseil d'Administration se perd si le membre n'a pas assisté au moins à la moitié des réunions du Conseil d'Administration pendant l'année scolaire écoulée.

Les membres sortants sont toujours rééligibles.

Deux membres d'un même ménage ne peuvent pas siéger ensemble au Conseil d'Administration.

Art. 11. Les candidatures pour le Conseil d'Administration sont à adresser au président avant l'ouverture

des opérations de vote.

Au cas où le nombre des candidats excéderait neuf, l'élection des membres du Conseil d'Administration peut se faire au scrutin secret. Les candidats sont nommés membres du Conseil d'Administration selon l'ordre de leur classement par nombre de votes. En cas d'égalité de voix, le membre ayant le plus d'ancienneté sera retenu.

Art. 12. En cas de vacance de poste, il sera pourvu au remplacement lors de la prochaine l'assemblée générale ordinaire. Le Conseil d'Administration pourra cependant coopter le nombre nécessaire d'administrateurs provisoires dont la nomination sera mise aux voix lors de la prochaine assemblée générale ordinaire.

Les administrateurs cooptés achèvent le mandat de ceux qu'ils remplacent.

Art. 13. Le Conseil d'Administration peut s'associer, avec voix consultative, toute personne physique ou morale, capable de le soutenir dans la réalisation des buts déterminés ci-dessus.

Art. 14. Le Conseil d'Administration désignera pour un mandat de deux ans en son sein un président, un vice-président, un secrétaire, un trésorier et son suppléant. L'élection peut se faire au scrutin secret, à la majorité simple des voix. Les fonctions sont cumulables.

En cas d'empêchement, le président est remplacé par le vice-président ou à défaut de ce dernier par le plus âgé des administrateurs présents.

Art. 15. Les fonctions des membres du Conseil d'Administration sont honorifiques. Des commissions de travail peuvent être créées par décision du Conseil d'Administration.

Art. 16. Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de l'association l'exige, sur convocation de son président ou de son remplaçant, ainsi qu'à la demande d'au moins d'un tiers de ses membres. Il devra se réunir au moins trois fois par an.

Art. 17. Le Conseil d'Administration ne peut délibérer valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix.

En cas de partage des voix, celle du président ou de son remplaçant est prépondérante.

Les membres présents qui s'abstiennent de voter ou qui mettent un vote blanc ou nul, comptent pour la majorité des membres présents ou représentés pour que le Conseil d'Administration puisse prendre une décision.

Un vote blanc ou nul n'est pas pris en considération pour le calcul des voix, seuls les votes positifs et les votes négatifs comptent.

Les décisions du Conseil d'Administration sont consignées dans un procès-verbal, contenant la liste des présences, l'ordre du jour et les décisions prises, signé par le président et son secrétaire.

Copie de ce procès-verbal est transmise aux membres du Conseil d'Administration et soumis à l'approbation lors de la prochaine réunion du Conseil d'Administration.

Si une réunion du Conseil d'Administration n'a pas été en nombre, une nouvelle réunion convoquée avec le même ordre du jour, peut décider valablement quel que soit le nombre de membres présents.

Art. 18. Les droits, pouvoirs et responsabilités des administrateurs sont régis par les dispositions de la loi sur les associations et les fondations.

Tout ce qui n'est pas expressément réservé à l'assemblée générale par les présents statuts ou par la loi, est de leur compétence.

IV) ASSEMBLEE GÉNÉRALE

Art. 19. L'année sociale commence le 1er octobre et finit le 30 septembre.

Art. 20. L'assemblée générale est composée de l'ensemble des membres actifs ayant le droit de vote. Les membres actifs peuvent s'y faire représenter par un autre membre actif, moyennant une procuration écrite. Les autres catégories de membres y ont une voix consultative.

Chaque ménage n'a droit qu'à une seule voix.

Art. 21. L'assemblée générale est régulièrement constituée quel que soit le nombre des membres présents.

Elle décide souverainement de l'activité générale, des buts et de l'orientation de l'association. Elle élit le Conseil d'Administration et peut modifier des statuts.

Art. 22. L'assemblée générale est convoquée par le Conseil d'Administration, une fois par an, entre le 1^{er} octobre et le 31 décembre.

Elle peut se réunir extraordinairement toutes les fois que l'intérêt de l'association l'exige.

À la suite d'une demande écrite signée par un cinquième des membres ayant droit de vote, le Conseil d'Administration doit convoquer dans un délai de 30 jours une assemblée générale extraordinaire portant sur le motif de la demande.

Art. 23. La loi sur les associations et fondations sans but lucratif règle les attributions de l'assemblée générale.

Art. 24. Les convocations sont faites par le Conseil d'Administration par voie électronique ou au moyen d'une simple lettre ou par voie de presse, deux semaines avant l'assemblée générale annuelle et une semaine avant une assemblée générale extraordinaire.

Le Conseil d'Administration doit annexer aux convocations un ordre de jour qui prévoit spécifiquement tous les points sur lesquels il sera délibéré.

Art. 25. À l'ordre du jour de l'assemblée générale doit être porté l'approbation des comptes de l'exercice écoulé. Après approbation des comptes, sur proposition des réviseurs de caisse, l'assemblée générale accorde décharge au trésorier en exercice; ensuite elle se prononcera par un vote spécial sur la décharge à accorder aux autres administrateurs.

Art. 26. Les délibérations de l'assemblée générale sont réglées par la loi du 21.04.1928 sur les associations et fondations sans but lucratif, telle que modifiée. En cas de partage des voix, celle du président en exercice sera prépondérante.

Art. 27. Toute proposition présentée à l'assemblée générale et qui ne figure pas à l'ordre du jour y est admise si elle obtient une majorité de deux tiers des membres présents ou représentés.

Art. 28. Il est constitué un bureau de vote de trois membres actifs, non candidats aux élections. Celui-ci procède au dépouillement des bulletins de vote et proclame le résultat des élections. Ses décisions sont sans appel.

À l'exception des décisions visées aux articles 9 et 11, les résolutions et décisions de l'assemblée générale sont prises à main levée et à la majorité simple des voix des membres ayant droit de vote présents ou représentés.

Art. 29. Les décisions prises par l'assemblée générale sont obligatoires pour tous les membres de l'association, y compris ceux qui ont voté contre, qui se sont abstenus ou qui ont été absents à la

réunion.

Art. 30. La modification des présents statuts se fait d'après les dispositions de la loi modifiée sur les associations et fondations sans but lucratif.

Toute modification aux statuts sera publiée conformément à la loi en vigueur.

Il en sera de même de toutes nominations, démissions ou révocations d'administrateurs.

Art. 31. De chaque réunion de l'assemblée générale il est dressé, par les soins du secrétaire de l'association, un procès-verbal contenant la liste des présences, l'ordre du jour et les décisions prises. Y sont annexés les comptes sociaux de fin d'année établis par le trésorier ainsi que les rapports des réviseurs de caisse.

V) COMPTES - BUDGET

Art. 32. Les ressources de l'association se composent notamment:

- des cotisations,
- des dons et legs en sa faveur,
- des subsides et des subventions,
- des réalisations faites par l'association,
- des intérêts et des revenus généralement quelconques,

cette énumération n'étant pas limitative.

L'association peut recevoir des libéralités entre vifs ou testamentaires conformément aux dispositions de la loi sur les associations sans but lucratif.

Art. 33. Les comptes sont tenus par le trésorier ou son suppléant.

Chaque mouvement devra être justifié par une pièce comptable à l'appui.

Les livres, les comptes et la caisse feront l'objet d'un contrôle par un ou deux réviseurs de caisse désignés par l'assemblée générale (AG).

L'excédent favorable appartient à l'association.

Celle-ci sera valablement engagée quant aux mouvements financiers par la signature du trésorier ou de son suppléant, contresigné par le président ou le secrétaire. Pour tout montant inférieur à EUR 250,- le Conseil d'Administration peut autoriser le trésorier ou son suppléant d'effectuer des paiements sous une seule signature.

Art. 34. Les réviseurs de caisse ont les pouvoirs les plus étendus pour contrôler la gestion du trésorier. Ils peuvent prendre inspection des livres et pièces comptables de l'association, sans les déplacer.

Les réviseurs de caisse rendent spécialement compte de leur mission de contrôle à l'assemblée générale annuelle.

Art. 35. À la fin de chaque exercice, le trésorier soumet le compte financier et le budget prévisionnel de l'année suivante au Conseil d'Administration qui le présentera à l'approbation de l'assemblée générale.

VI) Gestion

Art. 36. L'association est valablement engagée par la signature conjointe du président et du secrétaire ou en l'absence du président par la signature conjointe du vice-président et du secrétaire.

Le président représente l'association et en dirige les travaux.

Il préside aux débats du Conseil d'Administration.

Le vice-président représente l'association et exerce les pouvoirs du président en l'absence de celui-ci.

Le secrétaire est chargé de la rédaction des documents de l'association et des procès-verbaux des assemblées générales ainsi que des réunions du Conseil d'Administration.

Le trésorier est chargé du recouvrement des cotisations, du contrôle des listes d'affiliation et de la tenue de la comptabilité.

VII) DISSOLUTION

Art. 37. La dissolution et la liquidation de l'association sont réglées par la loi modifiée sur les associations et fondations sans but lucratif.

En cas de dissolution volontaire, le Conseil d'Administration pourra faire fonction de liquidateur.

Après apurement du passif, l'excédent favorable sera affecté à une association ou une œuvre poursuivant un but similaire que l'association.

Art. 38. Les dispositions de la loi modifiée sur les associations et fondations sans but lucratif sont applicables pour tous les cas non prévus par les présents statuts.